



2017, TOUS ENSEMBLE IMPOSONS LE PROGRÈS SOCIAL DANS LE CADRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE !

ÉDITO

Les luttes ne s'effacent pas devant le temps électoral

Pour certains, 2017 sera l'année des promesses électorales, pour la CGT c'est une année de lutte. Les salariés constatent que leurs droits sont attaqués par les gouvernements qui se succèdent. Quels que soient les engagements pré-électoraux, les forces politiques suivent les injonctions du capital. Les objectifs de rentabilité priment sur l'émancipation des salariés. La plupart des candidats leur annoncent un avenir de sueur et de larmes. La loi travail franchit une étape supplémentaire dans l'entreprise de démantèlement de notre socle commun conçu pour mieux vivre ensemble. Le Compte Personnel d'Activité, seule mesure du dispositif censée représenter une avancée positive tourne le dos au principe collectif du « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins. »

Une fois de plus l'apologie du chacun pour soi fait perdre des droits à tous en même temps qu'à chacun.

Plus de quarante années après le virage libéral et/ou social-libéral, le bilan déjà désastreux, s'est considérablement alourdi lors des trois derniers quinquennats. Le modèle qu'on nous impose est bien en faillite, autant économique qu'humaine. Les usines ferment, les salariés sont licenciés en masse. Les salariés souffrent pour trouver un emploi et souffrent au travail, les discriminations de toutes sortes se multiplient. Les travailleuses et les travailleurs vivent de plus en plus mal. Ils produisent toujours plus et reçoivent toujours moins. La valeur réelle de leur travail est niée et par là même, leur existence au travail.

Un habitant de notre pays sur 7 vit en dessous du seuil de pauvreté. Plus de 3 millions d'êtres humains sont aujourd'hui mal logés. Parmi les 145 000 sans-abris, 10% sont diplômés d'études supérieures, plus de 300 sont morts en 2016. La France atteint les sommets de l'indignité sociale pour un pays dit développé !!

Les politiques d'austérité réclamées par le MEDEF poussent

des milliers de salariés vers la précarité, la maladie et de plus en plus souvent vers le suicide. Au nom de l'austérité des milliers de salariés meurent du travail chaque année pour qu'une petite minorité de privilégiés en profite et s'enrichisse toujours plus. Arrêtons le massacre!

En Haute-Garonne, l'austérité s'illustre, entre autres, par une politique d'exclusion des classes populaires de Toulouse et de sa proche banlieue. Le concept de « mixité sociale » sert de paravent à tous ceux qui ont renoncé à lutter contre les inégalités, les injustices et l'exclusion. Il sert de prétexte pour fermer les services publics de proximité. Pire, il exclut les enfants des quartiers de la Reynerie et de Bellefontaine du droit d'accès à un collège de proximité. On pourrait multiplier les exemples...

Cette situation insupportable ne peut pas durer. La Cgt n'a pas attendu pour peser sur le débat public. Le nombre de conflits qui se développent dans tous les secteurs montrent que l'actualité est aux revendications pour l'emploi, les salaires, les conditions de travail, la protection sociale...

Après la bataille contre le projet de loi El Khomri, le temps est venu pour les salariés d'entrer dans la lutte en refusant que la loi travail passe dans leurs entreprises et leurs administrations.

Pour le progrès social, en 2017 ayons l'ambition d'émanciper le travail, en luttant pour la semaine de 32h00, le SMIC à 1800 euros, l'augmentation des salaires, le Bien-Etre et la Liberté !



Cédric Caubère,
Secrétaire Général de L'Union
Départementale des syndicats
CGT de Haute-Garonne

Pour 2017, la CGT revendique une inversion de la logique pour imposer le progrès social

En présentant son projet de loi créant la sécurité sociale, Ambroise Croizat surnommé le ministre des travailleurs, ouvrier métallo et militant de la CGT qualifiait son engagement par ces mots : « il faut en finir avec la souffrance et l'exclusion. Dans une France libérée, nous libérerons les Français de la peur du lendemain ».

A la libération, dans une France à reconstruire, la mobilisation des travailleurs et de leur ministre a pu imposer la Sécurité Sociale, la loi renforçant les conventions collectives, les comités d'entreprises, la formation professionnelle, la médecine du travail, le statut des mineurs, celui des électriciens et gaziers (cosigné avec Marcel Paul, autre militant CGT et ministre de la nationalisation de l'Énergie), la prévention et la reconnaissance des maladies professionnelles, le statut des fonctionnaires, la caisse d'intempé-

ries du bâtiment, la loi sur les heures supplémentaires.... En 2017, tout(e) candidat(e) se réclamant du progrès social et de l'histoire de notre pays doit prendre des engagements de même niveau et les tenir! Les tenants de la pensée unique, héritiers et revanchards du patronat discrédité en 1945, ont rayé notre camarade Am-

broise Croizat de l'histoire et des manuels scolaires! Pourtant, quelle autre personnalité politique a été saluée par un Million de personnes présentes lors de ses obsèques en 1951?

«En 2017, tout(e) candidat(e) se réclamant du progrès social et de l'histoire de notre pays doit prendre des engagements de même niveau et les tenir!»

Oui, l'histoire nous rappelle qu'un ouvrier peut être un dirigeant du pays et apporter des réformes qui profitent à tous, parce que l'émancipation des travailleurs est porteuse de progrès pour tous. C'est cela qui est indispensable en 2017 !!



La CGT revendique un ministère du travail, de l'emploi et du progrès social chargé de l'abrogation de la loi travail

De Macron à Fillon, en passant par Valls et bien d'autres..., les discours pétainistes actuels sur le travail, la valeur travail, la France du travail, l'émancipation par le travail etc.. sont insupportables. Ils visent la stigmatisation des précaires, des sans-emplois et de tous les exclus, tout en imposant le travail comme un cadre incontestable et donc indiscutable, quant aux conditions d'exploitation inhumaines de ceux qui travaillent, qui plus est, en les présentant comme un fardeau (notion de coût du travail).

La CGT ouvre le débat: - à quand un PIB du bien vivre au travail et hors travail ainsi que le droit à un emploi pour tous et des droits pour tous?! La CGT revendique que le ministère du travail redevienne celui des travailleurs et non pas de la compétitivité, et des cadeaux fiscaux ! Un ministère avec des fonctionnaires aux statuts renforcés, qui ait pour première mission l'abrogation de la loi travail, la construction d'un code du travail du 21^{ème} siècle, le renforcement des conventions collectives et du droit d'intervention et de décision des salariés sur la gestion de leur entreprise et service, ainsi que le renforcement de

la sécurité sociale, de l'UNEDIC et du système de retraite !! Un ministère qui ait pour mission de faire du contrat de travail et du droit au travail, des statuts et garanties, du salaire, des retraites et de la sécurité sociale des droits pour tous ! Par leur mobilisation, les VTC et tous les «Uber» font la

« La CGT revendique que le ministère du travail redevienne celui des travailleurs et non de la compétitivité et des cadeaux fiscaux! »

démonstration que ces revendications sont toujours d'actualité en 2017. Ils contredisent ainsi la logique même de « l'ubérisation » qui poursuit l'objectif de la fin du salariat et des droits collectifs et individuels qui s'y rattachent ! Quelque soit la forme de l'exploitation, les aspirations et les solutions sont les mêmes ! **Pour un Nouveau Statut du travail salarié:** en lien avec un code du travail et des conventions collectives renforcées, la CGT réaffirme sa revendication d'un nouveau statut du travail salarié qui de la sortie du système scolaire à la fin de la carrière professionnelle, assure un certain nombre de droits cumulatifs et progressifs, transférables d'une entreprise à l'autre, d'une branche à l'autre et opposables à tout employeur (voir [fiches 6 et 7 des repères revendicatifs sur www.cgt31.fr](http://www.cgt31.fr)).

Notre avenir se construira par un mouvement social et unitaire!

Défendre la modernité du programme des jours heureux, ce n'est pas vivre dans le passé, c'est construire une vision d'avenir en s'appuyant sur l'existant pour aller plus loin, c'est aller dans le sens de l'histoire ! Oui, les 32 heures, le Smic à 1800 euros bruts, le plein emploi, la reconquête industrielle, la reconquête et le développement de la sécurité sociale et des services publics, l'éducation pour tous, l'accès aux loisirs, aux sports, aux voyages et à la culture pour tous, le tout dans une société de l'échange et contre toute forme de racisme et d'exclusion, **c'est ça le développement durable permettant de protéger le présent en construisant un avenir soutenable et la paix entre les peuples !** L'avenir, ce n'est pas donner le pouvoir au chef d'état-major de l'armée française qui avec sa tribune dans les Échos, nous déroule le traditionnel discours schizophrène selon lequel la paix ne peut se concevoir que par un état de guerre permanent!

En 2017, la CGT dépose son programme revendicatif pour le progrès !

En ce début 2017, la CGT a des revendications concrètes et réalisables. Elles se déclinent autour des repères revendicatifs répartis sur 35 fiches précises ([voir sur www.cgt31.fr](http://www.cgt31.fr)).

Elles couvrent tous les sujets de l'Europe au local, du

Services publics, fonction publique, le temps de rendre des comptes viendra !

En dix ans, de Sarkozy à Hollande, la fonction publique de l'État et Hospitalière ont subi le plus grand massacre d'emplois jamais connu public/privé confondus. Plus de 150 000 postes ont été supprimés, notamment dans les services déconcentrés de l'État et des hôpitaux. S'ajoutent, les entreprises publiques avec plus de 100 000 suppressions à la Poste, 1500 à ex- EDF/GDF, 20 000 à la SNCF, 8800 à la Sécurité Sociale.... Pour 2017, en plus des annonces de 16 000 suppressions de lits et 22 000 suppressions de postes à l'Hôpital, nous avons les 28 000 suppressions de postes à la SNCF, 3000 à la Poste, 1000 à ex EDF/GDF.... Mais c'est également la fonction publique territoriale qui est touchée par les suppressions massives de postes, alors que l'État a transféré une masse de missions et notamment celles sur le droit au logement, à l'action sociale et à la solidarité, bref, les droits les plus sociaux.

La réduction de la dépense publique que la CGT combat, n'est que prétexte à austerité pour les salariés et leur famille et à enrichissement pour les banques et les actionnaires par un détournement massif d'argent public du budget de l'État! Sinon, au bout de 20 ans d'application de potion amère, les résultats devraient être là, mais ce n'est pas le cas et pour cause!

L'impôt est collecté pour être redistribué aux grands groupes via le CICE et autres dispositifs, les secteurs rentables sont privatisés, comme les autoroutes, la santé, l'Énergie, l'environnement..., le patrimoine culturel du pays est bradé!! Les réformes institutionnelles qui renforcent la métropolisation et les « territoires entreprises » en sont un des outils majeurs. Les 50 milliards attribués au pacte de responsabilité correspondent aux 50 milliards d'économies sur le budget de l'État dans la même période. Comme quoi, les chiffres ne sont pas le fruit du hasard....

Le temps de rendre des comptes viendra car aucun(e) Président(e)s de la République, ministre ou député ne pourra impunément mettre en danger les institutions et les droits fondamentaux des citoyens inscrits dans la constitution! Aucun(e) ne pourra impunément mettre en danger la vie des citoyens et celle des fonctionnaires et agents publics qui accumulent les burn-out et les suicides !

social au droit du travail, du droit à l'éducation, au logement et aux services publics, de la justice fiscale au financement de l'économie etc... Elles sont élaborées et mises à jour en permanence, en concertation avec ses plus de trente milles syndicats et organisations de terrain, au contact direct des salariés et des citoyens.

Le programme revendicatif de la CGT est celui des salariés qu'ils soient actifs, retraités, sans emplois, précaires ou étudiants salariés. Il doit être entendu !



La CGT revendique un recrutement massif de fonctionnaires !

Après tant d'années de casse, il est temps de reconstruire le service public et la légitimité de la puissance publique, sous le contrôle démocratique des citoyens.

La CGT revendique un recrutement massif de fonctionnaires pour répondre à l'évolution démographique et aux besoins de notre époque. A titre indicatif, pour un premier recrutement immédiat de 1 million de fonctionnaires, la dépense serait de 38 milliards dont 18 milliards reviendraient en cotisations sociales et plus de 20% à l'impôt via la TVA. C'est bien plus utile que les 340 000 euros en moyenne par emplois que nous coûtent les cadeaux fiscaux au Medef et sans aucun résultat, sauf pour les actionnaires, de l'argent inutile jamais redistribué ni dépensé!

Cela ferait aux alentours de 26 000 créations de postes pour la Haute-Garonne. C'est ça qui serait utile aux citoyens et à l'économie locale, c'est ça vivre avec son temps et avoir une vision d'avenir!

Le SMIC à 1800 euros bruts et la réévaluation des Salaires sur cette base, c'est le sens de l'histoire !!

De tous temps, l'augmentation des salaires est l'autre pilier du progrès social et économique. Porter le SMIC à 1800 euros bruts et la réévaluation des salaires sur cette base, ce sont 1,8 milliards de plus injectés dans l'économie de la Haute-Garonne et 1 milliard de cotisations sociales.

Le SMIC à 1800 euros bruts, cela fait 21 % d'augmentation, soit l'augmentation de salaires des patrons des entreprises du CAC 40 en 2016.

Qui faut-il augmenter :

- Les salariés qui font vivre l'économie ou ceux qui planquent l'argent dans des paradis fiscaux et fraudent le fisc?

De plus, nous sommes encore loin des 35 % d'augmentation de 1968 qui ont démontré tous les bienfaits pour l'économie, pour la santé des entreprises et pour la réponse aux besoins de tous. **A qui fera-t-on croire que ce qui a été possible il y a 49 ans, ne le serait pas aujourd'hui alors que les richesses produites ont été multipliées par trois!**



Les 32 heures hebdomadaires, c'est la solution !

De tous temps, les périodes de plein emploi, de croissance et de progrès social ont eu comme base la réduction du temps de travail. La réduction du temps de travail c'est l'intégration positive des progrès technologiques dans le processus de production. La CGT revendique le passage immédiat aux 32 heures hebdomadaires sans perte de salaires et la création des emplois correspondants, soit 4 millions au niveau national. Travailler moins, travailler tous, travailler mieux à 32 heures, c'est 55 000 emplois induits en Haute-Garonne, soit 1,9 milliards injectés dans l'économie locale du département et 1,8 milliards de cotisations sociales !!

Les chiffres parlent d'eux même. Jamais depuis le moyen âge, la réduction du temps de travail n'a coûté plus qu'elle n'a rapporté à la solidarité nationale, à l'économie et aux finances publiques!



Il faut une industrie d'excellence sociale et de développement durable du territoire

Après la casse de la chimie, c'est maintenant la filière aéronautique qui est menacée à Toulouse et dans la région. La casse de l'emploi dans la sous-traitance comme à Latécoère, atteint maintenant le donneur d'ordre Airbus. Avec Airbus comme à Florange et sur d'autres sites industriels, l'équation est simple : - plus un secteur est porteur de développement et plus il est pillé par la course effrénée aux dividendes !

En 1985 Les dividendes versés aux actionnaires aspiraient 5 % de la valeur ajoutée dans l'industrie et 25% en 2015. Il est bien là le problème !

La France a perdu 3 millions d'emplois industriels (25%) en quinze ans et l'industrie ne représente plus que 10 % du PIB en 2016 contre 16 % en moyenne dans la zone euros. La France importe 60 % de ses produits industriels.

La CGT revendique l'arrêt de cette stratégie patronale soutenue par les pouvoirs publics, de délocalisation de la production et de priorité aux placements financiers !

La production industrielle est une responsabilité essentielle de la puissance publique, parlement et gouvernement avant tout mais aussi, les régions et autres collectivités locales.

Elle doit le redevenir en recréant le lien entre l'entreprise et la réponse aux besoins des citoyens sur le territoire, en donnant tous les pouvoirs nécessaires aux salariés pour intervenir et décider des orientations stratégiques des groupes et des entreprises !

Les moyens de productions, ils sont à eux !!



Revenu universel: renoncer au plein emploi, au salaire et à la sécurité sociale, pour une vie entière dans la pauvreté, c'est non !!

Après avoir stigmatisé ce qu'ils nomment de façon honteuse, « l'assistantat », de nombreux poli-tiques penche- raient maintenant pour un revenu universel. Il paraîtrait même que c'est l'avenir pour une protection sociale du futur.

Parce qu'il porte le renoncement au plein emploi comme prin- cipe et comme socle, le revenu uni-versel, représenterait un filet de sauvegarde insuffisant pour vivre dignement. Il permet- trait aux employeurs de bénéficier d'une main d'œuvre non payée par l'entreprise, réglant d'un coup le rapport entre le salaire et le travail, de façon unilatérale et au détrai- ment du travailleur !! On voit bien le prolongement de la logique libérale visant la fin du salaire attaché au contrat de travail et aux qualifications pour laisser la place à « l'ubérisation » et à toutes les formes de précarité.

On imagine l'impact sur la sécurité sociale, c'est une transformation profonde visant sa disparition qui la menace !

En imposant aux salariés et aux privés d'emploi de vivre

avec un minimum qui ne permet ni de se loger, ni de vivre pleinement sa vie (loisirs, éducation, culture, voyages...), on pourrait mettre fin de façon insi-dieuses aux exigences salariales qui prennent appui sur le salaire minimum de croissance (SMIC).

Certes, il est insuffi- sant mais supérieur au revenu universel qu'on nous promet. La politique salariale des entre-prises se construit à partir du SMIC et les salaires

évoluent en fonction des compétences et qualifications acquises, ainsi que des diplômes obtenus.

Demain avec ce revenu universel, le travail, les savoir-faire seraient niés !

Pour la CGT, une vie entière à vivre au niveau ou en dessous du seuil de pauvreté pour les salariés, c'est non !!!

La CGT revendique un SMIC revalorisé et une augmentation des salaires pour vivre dignement de son travail, ainsi qu'une échelle des salaires qui reconnaissent les quali-fications des salariés et leur permette un déroulement de carrière.

Pour une sécurité sociale professionnelle:

La CGT revendique sa mise en place comme étant un volet du nouveau statut du travail salarié. Elle s'inscrit dans l'exigence de rendre effectif le droit au travail pour toutes et tous. Elle vise à garantir des droits individuels et collectifs à tous les sala-riés qui ne sont pas en exercice dans un emploi. Il s'agit des per-sonnes à la recherche d'un emploi ou entre deux emplois quelle que soit la cause de la mobilité, choisie ou imposée

(voir fiches 6 et 7 des repères revendicatifs sur www.cgt31.fr).

Le travail, le salaire et la part de salaire so- cialisée doivent demeurer le socle du pacte social. On ne peut pas prétendre construire « une protection sociale du futur » avec un système qui brise ce socle !!



Le plein emploi et la justice fiscale pour en finir avec le chômage et atteindre un haut niveau de sécurité sociale.

La course aux dividendes, les a fait progresser au détriment des salaires, ce transfert de la richesse a eu pour effet de faire chuter de 10% le PIB national soit 150 à 200 milliards. Mais cela coûte fortement au volume de cotisations sociales qui sont notre salaire socialisé pour financer la sécurité sociale, l'UNEDIC et nos retraites.

Cette prédation des richesses produites, fruit de notre travail, par une minorité, soit 25 % de la valeur ajoutée voir plus selon les secteurs, c'est ça qui met en péril notre économie!! Là aussi les chiffres parlent, la France a largement les moyens d'atteindre le plein emploi tout en augmentant les salaires.

La CGT l'affirme : en plus des 4 millions d'emplois liés au passage aux 32 heures, augmenter les salaires et remettre la retraite à 60 ans à taux plein permet le retour au plein emploi. Les gains de productivité liés au numérique et autres avancées technologiques doivent profiter à tous et ne pas être utilisé comme prétexte pour enrichir les plus riches.

C'est bien la politique de la satisfaction des besoins tout en tenant compte des enjeux environnementaux et de développement durable qui est la solution et non la politique de l'offre imposée par le patronat et les différents gouvernements...

La justice fiscale développée par la CGT des finances publiques est également nécessaire car il faut arrêter

ce système où plus on est riche et moins on paie d'impôts. Même chose pour les petites entreprises taxées à 30 % alors que les grands groupes le sont à 8 %, sans compter les 80 milliards d'évasion fiscale (1 milliard en Haute-Garonne) qui sont quasi en totalité de leur fait. Sans oublier la mise en place européenne d'une taxation des transactions financière, d'une fiscalité environnementale et la lutte contre le dumping fiscal.

Consolider et élargir la Sécurité Sociale:

Lorsqu'on sait que le fameux « trou » de la sécu (10 milliards), utilisé à grand renfort de communication ne représente que 2,1 % de son budget, on comprend

que l'équilibre peut être atteint rien qu'en récupérant les 17 milliards de fraudes patronales aux cotisations. Les besoins de la sécurité sociale ne se résument pas à une ligne comptable, tous les moyens doivent être mis pour la santé des français. On ne peut accepter ni l'asphyxie de son financement ni son démantèlement avec 8 800 suppressions de postes jusqu'en 2017.

Notre système de soins doit être préservé, il faut revenir à un système universel

et en finir avec les assurances privées qui s'enrichissent au détriment de notre santé.

**Consolider
et élargir la
Sécurité
Sociale**

Nos revendications CGT pour la sécurité sociale reposent sur les principes suivants :

- la contribution des employeurs doit demeurer une cotisation à hauteur des besoins de santé, c'est-à-dire être prélevée dans l'entreprise (et non sur le consommateur) ;
- tous les éléments de rémunération doivent être soumis à cotisations ;
- Les taux doivent être modulés en fonction du rapport masse salariale/ chiffre d'affaire
- Le mode de calcul doit aussi favoriser l'investissement productif et pénaliser la financiarisation. D'où l'idée d'une mise à contribution des revenus financiers des entreprises.

(voir sur www.cgt31.fr)



**La Sécu, toujours
une idée neuve !**

En 2017, il ne s'agit pas seulement de défendre la sécurité sociale, il s'agit de lutter pour achever la construction d'un plan complet de sécurité sociale tel que porté par le programme du CNR et les ordonnances de 1945 et dont la modernité est toujours sans appel !

En finir avec toutes les formes de discrimination pour construire la cohésion sociale

Tous les motifs discriminatoires doivent être combattus avec la même intensité, que la discrimination soit en lien avec le sexe, l'identité de genre, la situation de famille, l'origine sociale, l'origine nationale, l'origine ethnique (et culturelle), les convictions religieuses, les opinions politiques (ou idéologiques), l'activité syndicale, l'activité associative, l'activité mutualiste, la participation à la grève, l'apparence physique, l'orientation sexuelle, l'âge, l'état de santé, le handicap et les caractéristiques génétiques, le lieu de résidence..

La CGT considère que l'émancipation des femmes passe

par leur égal accès au travail salarié. C'est dans une perspective d'émancipation et de progrès social pour toutes et tous que la CGT combat les inégalités de sexe, les idées et comportements sexistes, les stéréotypes « culturels » qui tendent à justifier et perpétuer les inégalités entre les femmes et les hommes. La CGT agit pour la liberté pleine et entière des femmes, au travail et dans la société. Elle se bat sur la base d'une approche intégrée de l'égalité dans l'emploi, la rémunération, la carrière, la formation continue, la santé, la vie personnelle, la retraite. (voir sur www.cgt31.fr)

En 2017, seule la mobilisation et la lutte nous permettront de vivre mieux en nous libérant de la peur du lendemain !



Retrouvez le programme revendicatif de la CGT sur www.cgt31.fr



UD Cgt 31



@UdCgt31